

« Votre avis nous intéresse...et vos engagements aussi »

Questions aux candidats du 13^{ème} arrondissement pour les élections municipales de 2020 sur les projets et propositions de RESOQUARTIER et ses partenaires

1 *En 2015 la « grosse enquête nous permet d'affirmer : « Le développement du quartier s'est fait jusqu'alors avec une préoccupation unique d'aménagement urbain et d'offres de service. Les équipements présents dans le quartier ne répondent pas aux besoins de sociabilité et de solidarité des habitants ». Il est temps de soutenir l'animation de la vie sociale de la vie de quartier pour réaliser ses potentiels. La mixité, l'échange, l'entraide, la solidarité ne se décrètent pas; ils se construisent à plusieurs dans une dimension coopérative. C'est le projet dans lequel va se lancer RESOQUARTIER en 2020 qui doit déboucher sur la maison des habitants d'une surface de 1000 m2 au plus tard dans deux ans.*

Si vous êtes élu accompagnerez-vous ? et de quelle manière ?

Un projet de maison des habitants qui sera tournée vers l'action citoyenne autour des enjeux de la transformation sociale, de la transition écologique et du refus des inégalités et qui reposera sur les trois orientations suivantes :

- Un lieu géré et animé par les habitants du quartier
 - Un lieu de pratiques de coopération, d'entraide et de solidarité
 - Un lieu de pratiques festives, conviviales notamment autour d'un pôle de restauration solidaire
-

2 *Le quartier Paris Rive Gauche-Patay- Chevaleret se caractérise par la jeunesse de ses habitants. La grosse Enquête révèle également l'absence d'un lieu dédié à ce public. Ce n'est pas le rôle des centres d'animation qui prennent en charge cette mission à la marge. Sans endroits pour se réunir les grands ados se retrouvent sous les fenêtres des habitants, au risque de créer des tensions inévitables. Les habitants, organisés collectivement prennent leurs responsabilités en tendant la main aux jeunes, dans le cadre des Assemblées Libres des Jeunes par exemple. Le service public local doit prendre les siennes. Il est temps à Paris de renouer avec l'Education populaire et de développer une réelle politique Jeunesse qui dépasse les actions ponctuelles.*

Si vous êtes élu vous engagerez vous ? et de quelle manière ?

Pour la création d'un lieu et d'un accompagnement des jeunes fondés sur les principes de l'Education populaire ?

3 - Des dizaines de mineurs exilés arrivent chaque jour à Paris. Mais avant de pouvoir être pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance, beaucoup devront s'engager dans de longues procédures juridiques. Ils se retrouvent ainsi des centaines à vivre dans la rue pendant des mois, sans protection, sans aucun suivi éducatif et exposés à tous les dangers. Hébergement solidaire, équipement de première nécessité, nourriture, accompagnement juridique et administratif, accès aux soins, classes d'autoformation en français et mathématiques, aide à la scolarisation...

Des associations et des citoyens mobilisés s'engagent, notamment dans le 13^{ème} pour venir en aide à ces jeunes mettant en acte la devise de la République. Et vous ?

Si vous êtes élus vous engagerez-vous ? et de quelle manière ?

Pour la création d'un lieu d'accueil et de soutien pour les mineurs exilés support de la solidarité qui s'organise dans nos quartiers ?

4 - La société ENEDIS et ses sous-traitants tentent d'imposer la mise en place de capteurs de données personnelles en lieu et place des traditionnels compteurs électriques, les compteurs LINKY. Ces dispositifs utilisent les radiofréquences pour transmettre les informations, jusque dans les logements.

Des habitants du 13^{ème} arrondissement ont engagé fin 2016 un mouvement de refus de ces compteurs, constitué un collectif citoyen, mis en échec le déploiement de Linky dans certains quartiers ou immeubles ; avec les autres collectifs parisiens, ils ont sollicité Me Hidalgo le 11 décembre dernier, sans réponse à ce jour. A ce jour, la Ville de Paris, qui reconnaît le droit des citoyens au refus, n'agit pas pour le faire respecter. Or elle est propriétaire des compteurs des logements parisiens et « autorité concédante du réseau public d'électricité ».

Le principe de précaution vis-à-vis de la pollution électromagnétique, par exemple pour le déploiement de la 5 G, n'est pas respecté (aucune étude de santé publique à ce jour en France). Au moins deux antennes principales destinées à l'expérimentation de la 5G vont être implantées dans le 13^{ème} arrondissement, suivies de multiples antennes secondaires. Des habitants de la place Pinel ont engagé fin 2019 une mobilisation lorsqu'ils ont appris que leur bailleur, Paris Habitat, loue un de ses immeubles pour implanter une antenne-relais destinée à la 5G. La pollution électromagnétique dans Paris, bien réelle, a fait l'objet de premières mesures avec les habitants du 13^{ème} en juillet 2019 à l'occasion du Forum des Actions Citoyennes.

Si vous êtes élus soutiendrez-vous ? et de quelle manière ?

- **Le droit au refus de dispositifs intrusifs tel que le compteur Linky, aux habitants du 13^{ème} arrondissement**
- **Un moratoire du déploiement des compteurs Linky dans l'arrondissement et dans Paris**
- **La mise en place de mesures d'évaluation des risques et de protection des habitants contre les effets de l'exposition permanente et croissante aux radiofréquences (2G, 3G... bientôt 5G ; Courants Porteurs en Ligne)**

5 *En 2018 une vidéo postée sur les réseaux sociaux et relayée par plusieurs médias attire tristement notre attention. On y voit un groupe de policiers – 6 au total, effectuant des fouilles sur une dizaine d'enfants de 7 à 12 ans alignés contre un mur.*

C'était le matin du dimanche 24 juin, au beau milieu de la cité du Chevaleret, dans le 13^{ème} arrondissement de Paris. Malheureusement nous savons que ce type de faits, sur de jeunes mineurs se reproduisent trop souvent et que l'abus de contrôle d'identité parfois musclé reste fréquent auprès des plus âgés.

Nous estimons que ces pratiques mettent en péril le respect des institutions de la république par des jeunes qui constatent abus de pouvoir et traitement injuste, en particulier lorsqu'ils habitent dans une cité. C'est un danger pour la cohésion sociale et la tranquillité de nos quartiers.

Nous resterons donc vigilants et nous souhaitons engager un processus de discussion avec le commissariat du 13 arrondissement pour améliorer les relations avec les jeunes et mettre fin à des pratiques abusives.

Si vous êtes élus accompagnerez-vous ? et de quelle manière ?

Un projet d'amélioration des relations entre les jeunes et la police

Résosquartier est un collectif d'habitants du 13^{ème} qui construit des projets à partir des rêves et des colères de tous ceux qui vivent dans le quartier.

Résosquartier c'est :

- **Une motivation : le refus de la résignation face aux injustices et aux inégalités** croissantes ou aux catastrophes écologiques annoncées.
- **Une conviction : les habitants ont la capacité et le pouvoir d'agir**
 - La capacité d'établir des diagnostics et de comprendre les causes de ce que nous vivons.
 - Le pouvoir de nous organiser collectivement pour concevoir et impulser des projets d'intérêt général sur tous les sujets
- **Une méthode : construire une communauté d'habitants mobilisés sur leurs enjeux :**
 - **La réflexion et l'action collective contre le fatalisme et l'isolement.** Contre les "on y peut rien", "on ne peut rien faire", "les dés sont jetés", "tout seul je ne peux rien"...
 - **L'entraide contre la concurrence et la compétition de tou.te.s contre tou.te.s.**
 - **La nécessaire mixité sociale.** Dans le quartier cohabitent des pauvres et des riches, des jeunes et des vieux, des blancs et des noirs, des musulmans et des catholiques, juifs, athés... Pour vivre ensemble, il faut aller chercher les autres

C'est aussi un constat : ces actions portées par les citoyens relèvent de l'intérêt général mais restent d'une autre nature que celles portées par les institutions et les politiques publiques. Pourtant **les institutions ont bien du mal à nous reconnaître cette légitimité et à soutenir ces actions pour elles-mêmes** sans vouloir les contrôler ou les instrumentaliser.

Alors nous profitons des élections municipales pour faire entendre ces convictions et demander aux candidates et candidats de se positionner :

- **Sur la manière dont ils imaginent soutenir les dynamiques portées, pilotées et mise en oeuvre par les habitants.** Les politiques publiques soutiennent les entreprises parce qu'elles produisent et embauchent, mais les laissent libres de produire ce qu'elles veulent, nous revendiquons le même droit et le même soutien de principe parce que nous produisons une partie de la société.
- **Sur les projets et sujets qui ont émergé de notre campagne "des rêves et des colères"** et que nous mettons en oeuvre en propre ou en soutenant des actions menées par nos partenaires.